

Article que Monsieur Stéphane Bussard, journaliste au Temps, a consacré à M. Chidda, exilé syrien, le 6 août 2011

Des chars de l'armée syrienne sur la place Assi au cœur de Hama, ville de 800 000 habitants, à 210 kilomètres au nord de Damas. Chez Abdul Hamid Chidda, la scène réveille de vieilles et profondes blessures. «Mon émotion est totale», soupire-t-il sur la terrasse d'un café genevois. Ce Syrien de 48 ans, **exilé en Suisse depuis plus de 26 ans**, n'arrive pas à évacuer une image qui le hante, celle d'Ibrahim Kachouch, celui qu'on a dénommé le «chanteur de Hama qui ridiculisait le dictateur». Début juillet, **il a été égorgé à son domicile**. Les sbires du régime lui ont enlevé les cordes vocales. Ses slogans sont toujours entonnés dans les rues de Hama: «Yallah, irhal Bachar, Allez, dégage Bachar», «Bachar, tu n'es pas des nôtres. Prends ton frère Maher (chef de la Garde républicaine) et lâche-nous».

En 1982, Abdul Hamid Chidda n'a que 19 ans et vient **d'achever son baccalauréat scientifique**. Il voulait poursuivre ses études à l'université, **mais sans appartenir au parti Baas, l'accès lui est barré**. **Après des attentats commis par une frange armée des Frères musulmans**, les Sirayat al-difa, la garde prétorienne du régime syrien, les forces spéciales et les unités régulières de l'armée investissent Hama. Des bombes et des tirs de mortiers dévastent le centre-ville. «Je me souviens d'un enfant qui est sorti en courant de sa maison dévastée par une bombe. Il avait perdu ses parents et ses frères et sœurs, raconte-t-il. Les événements se sont ensuite précipités. J'ai vu des gens mourir, des massacres insoutenables qui sont **contraires à notre culture respectueuse de la vie humaine**.» Son frère, dont un ami était soupçonné d'avoir rallié la contestation, a été emprisonné de 1983 à 2001. Des assassinats ciblés ont été menés, des familles entières décimées. S'il n'est pas retourné au pays depuis, Abdul Hamid Chidda est en contact téléphonique régulier avec des membres de sa famille, **dont 70 ont perdu la vie en 1982**. Son épouse s'est rendue régulièrement à Hama jusqu'en 2010. Elle y subissait à chaque fois des interrogatoires à Damas auprès des moukhabarat, les Services de renseignement. «Ces derniers lui ont posé des questions à mon sujet, sur mes activités et mes contacts en Suisse. Ils ont même voulu savoir où se nichaient les islamistes à Genève...», **s'offusque cet employé d'une petite entreprise chargé notamment de la comptabilité**.

Devenu Suisse en 1999, Abdul Hamid Chidda, **licencié en droit de l'Université de Genève**, voit un parallèle manifeste entre la situation d'il y a vingt-neuf ans et celle d'aujourd'hui: «Une ville entière est l'ennemi du régime. Celui-ci s'en prend à tout le monde, quelle que soit l'appartenance politique. En 1982, il avait décidé de détruire tout ce qui découlait de la tradition ou de la religion: mosquées, églises, cimetières. Des éclats d'obus avaient endommagé la maison de mes parents qui avaient dû fuir dans des camps.» Les centres de détention furent installés dans une usine de coton, dans les locaux des Renseignements et dans des écoles. La torture et les mauvais traitements étaient monnaie courante. Abdul Hamid refusa de se rendre; il se cacha dans la ville et à la campagne. Puis il fut contraint au service militaire. «Après avoir connu l'horreur à Hama, j'ai été recruté par l'artillerie syrienne et plongé dans la guerre civile au Liban, où les gens s'entre-tuaient. Je faisais des cauchemars sans arrêt. J'ai décidé de désertier.»

Les tueries de Hama de ces derniers jours, qui ont fait plus d'une centaine de morts, répliquent les méthodes éprouvées en 1982: massacrer à l'abri des projecteurs de la communauté internationale. Il a fallu des années pour sortir du black-out orchestré par le régime et voir apparaître les premières estimations du nombre de morts qui oscillent aujourd'hui encore entre 10 000 et 50 000. Abdul Hamid Chidda n'est pas surpris: «Hama n'a

pas fait le deuil du premier massacre. Ma grand-mère a attendu vingt ans, en vain, le retour de deux enfants. De nombreux habitants de Hama ont disparu, mais on n'en a pas la preuve formelle. Au registre de l'état civil, certaines personnes victimes de la furie de Damas sont toujours vivantes.» Le Syro-Genevois réfute toutefois la thèse selon laquelle le massacre de 1982 s'est déroulé dans l'ignorance totale: «Les Libanais savaient. J'écoutais à l'époque la radio des Phalangistes (chrétiens). Ils ne parlaient que de cela.» Damas reconstruira à la hâte la ville rasée pour effacer au plus vite les traces d'un passé compromettant.

En 2011, le régime interdit toujours les journalistes, coupe les **communications et l'Internet**. Mais à la différence de la tragédie des années 1980, il ne parvient plus à bloquer l'information que les opposants diffusent via Facebook et téléphones portables. Quand Abdul Hamid Chidda appelle sa famille en Syrie, il ne se prive pas de dispenser des conseils. «Faites attention aux ambulances! En 1982, les forces de l'ordre les utilisaient pour se cacher et tirer sur la foule. Personnellement, je reste prudent au téléphone pour ne pas mettre en danger mes cousins et oncles. Eux, en revanche, n'ont plus peur de parler. Or on peut soupçonner les autorités de procéder à des écoutes téléphoniques. Le pays étant en pleine révolte depuis plus de quatre mois, le régime a néanmoins trouvé le temps de changer les numéros de téléphone pour passer de six à sept chiffres. Un changement technique qui, selon moi, l'aide à espionner...»

Hama, ville martyre, ville symbole de la barbarie d'Hafez el-Assad il y a trois décennies et du fils Bachar en 2011. Ville aussi de grandes figures syriennes, de l'ex-président Adib ibn Hasan Chichakli (1953) ou du cofondateur du parti Baas Akram al-Hawrani. La stratégie du Lion de Damas consistait à appliquer la terreur pour faire taire toute opposition pour longtemps. A l'époque, les corps des personnes tombées sous les balles du régime étaient exposés dans les rues, sous le regard de soldats qui en empêchaient l'inhumation. Le sociologue français Michel Seurat, qui fut enlevé puis tué à Beyrouth par des proches du Hezbollah, qualifie à l'époque cette violence brute de «phénomène moteur du système social» syrien. Les Alaouites (branche dissidente du chiisme), minorité au pouvoir dans un pays majoritairement sunnite, prennent ainsi leur revanche sur l'histoire, au cours de laquelle ils connurent l'humiliation. Selon Michel Seurat, «la moindre concession (des Alaouites) les ramènerait à leur ancien état de damnés de la terre».

Réputée plutôt conservatrice, empreinte de religiosité, Hama est une ville à forte majorité sunnite, même si une minorité chrétienne y demeure. Les femmes voilées y sont plus nombreuses qu'ailleurs. Connue pour ses immenses norias construites sur l'Oronte, le fleuve qui divise la cité en deux, la ville n'est pourtant pas près de se rendre. A l'ère de la société de l'information, la terreur comme arme de dissuasion massive ne fonctionne plus. Les frustrations de la population sont telles qu'elle ne croit plus aux promesses de réforme de Bachar el-Assad. «Il y a de la haine contre le régime», analyse Claudie Fioroni, qui revient de Syrie à laquelle elle va prochainement consacrer une thèse de doctorat. Le décret présidentiel de jeudi autorisant le multipartisme ne convainc personne.

La communauté internationale, de peur d'ouvrir la boîte de Pandore syrienne et a fortiori moyen-orientale, est restée extrêmement prudente depuis le début de la révolte. Cette semaine, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est contenté de condamner verbalement les agissements de Damas. La seule vraie défiance du pouvoir syrien est venue des ambassadeurs français et américain Eric Chevallier et Richard Ford qui ont osé se rendre début juillet à Hama.

Chercheuse syrienne et professeur à l'Université d'Oxford, **Marwa Daoudy** estime que le ramadan, qui a débuté le 1er août, **sera décisif**. Même si des slogans comme «Allah Akbar (Dieu est le plus grand)» sont entonnés un peu comme en Iran au moment de la Révolution verte de 2009, le bras de fer entre le régime et Hama «n'est pas une confrontation entre les Frères musulmans et le pouvoir d'Assad. Hama, ville symbole, est au contraire l'illustration d'une grande solidarité du peuple syrien par rapport à Deraa et d'autres villes comme Homs, également assiégée. Ce n'est pas une question confessionnelle.» Ex-ministre libanais des Finances, Georges Corm n'est pas surpris de voir Hama prendre sa revanche. «Comment la Syrie s'est-elle crue protégée contre la vague de fond qui a bouleversé le monde arabe? Pour faire plaisir à l'Occident, le régime Assad a choisi l'ouverture économique et non politique. C'est une erreur majeure. La libéralisation du pays a de fait permis de légaliser la corruption et n'a profité qu'à un cercle restreint.»

En juillet, **près d'un demi-million** de Syriens ont protesté dans les rues de Hama. **Pacifiquement. Sans l'appui de gangs armés**, contrairement à ce qu'affirme la propagande de Damas. Le régime craint comme la peste une contagion à tout le pays. «Le régime, contesté sur plusieurs fronts, est pris de panique. Même le quartier conservateur de Al-Midan à Damas commence à bouger. A Jisr al-Choughour, ville du nord-ouest de la Syrie, des gens ont été tués alors qu'ils priaient. Cela a choqué, relève Marwa Daoudy. Maintenant, en plein ramadan, chaque vie prise par les forces de l'ordre sera perçue comme un drame et le régime va en souffrir. **D'autant que l'on parle de défections croissantes au sein de l'armée.**» L'assaut des troupes syriennes à Hama peu avant le début du ramadan ne participe dès lors pas du hasard. Certains ont avancé que le moment avait été choisi dans l'espoir d'échapper aux médias internationaux focalisés sur l'ouverture du procès de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak. En fait, le régime de Bachar el-Assad a, depuis la mi-mars été fortement contesté le vendredi, surtout au sortir des mosquées. Avec le ramadan, les réunions à la mosquée sont quotidiennes, décuplant le risque d'escalade dans la confrontation.

De Genève, Abdul Hamid Chidda suit les événements de très près. Il y a quelques semaines, il est allé en Turquie rencontrer les responsables de l'opposition. Il ne comprend toujours pas comment l'Occident a pu adouber Bachar el-Assad quand il succéda à son père en juillet 2000. Mais il s'interroge: «Combien de morts faudra-t-il pour qu'on décide d'agir, pour éviter un second Rwanda?» Aujourd'hui, face à l'élan de solidarité qui s'empare des opposants, il se dit «fier d'être Syrien».